

Chronologie

Mars/Avril 2008 *

Mars

1.3 A l'issue de son voyage de six jours en Asie du Sud-Est, après l'Indonésie et Singapour, le ministre des Affaires étrangères Frank-Walter Steinmeier est reçu au Vietnam à Ho-Chi-Minh-Ville, anciennement Saïgon, où le groupe Siemens est candidat pour la construction du métro. Une université germano-vietnamienne est également prévue dans cette ville avec le soutien du Land de Hesse. Le 6 mars, après un entretien à Berlin avec son homologue vietnamien Nguyen Tan Dung, la chancelière déclare vouloir donner un nouvel élan aux relations bilatérales. L'Allemagne est le premier partenaire économique du Vietnam au sein de l'Union européenne. L'année 2010 devrait être proclamée Année germano-vietnamienne pour commémorer le 35^e anniversaire de l'ouverture des relations diplomatiques.

1.3 Réunis en congrès à Wuppertal, les délégués du parti des Gris, représentant depuis 1989 les intérêts des personnes âgées, décident de dissoudre leur formation à la suite d'un scandale financier.

2.3 Le chef de la diplomatie allemande dément catégoriquement les rumeurs selon lesquelles le parti social-démocrate l'aurait désigné pour être candidat à la chancellerie en 2009 à la place de l'actuel président du parti Kurt Beck. Le lendemain, le conseil du SPD, qui se réunit entre les congrès du parti, apporte son soutien au président, critiqué pour ses positions envers *Die Linke*. Kurt Beck n'avait pas exclu un soutien tacite de la nouvelle gauche dans l'élection régionale de Hesse. Réunis en congrès régional à Hanau le 29 mars, les délégués du SPD de Hesse donnent leur feu vert à leur candidate Andrea Ypsilanti pour qu'elle puisse se faire élire à la tête d'un gouvernement minoritaire, éventuellement avec les voix de la nouvelle gauche.

2.3 Aux élections municipales en Bavière les maires de Munich et de Nuremberg, tous les deux SPD, conservent leur mandat avec plus de 60 % des suffrages. Le parti chrétien-social CSU reste largement majoritaire dans les petites communes, mais enregistre des scores en baisse au profit des Verts.

33.3 La chancelière Angela Merkel inaugure avec le président français Nicolas Sarkozy le Salon des technologies de la communication CeBit à Hanovre. Le lendemain, des responsables politiques et des chefs d'entreprises des deux pays participent à un sommet présidé conjointement par le ministre allemand de l'Économie Michael Glos et le secrétaire d'État français au Commerce extérieur Hervé Novelli. Les firmes allemandes ont exporté en 2007 pour près de 4,2 milliards d'euros de produits et pour 546 millions d'euros de services vers la France. Les exportateurs français ont exporté quant à eux pour 1,3 milliard d'euros de matériel informatique et pour 686 millions d'euros de services vers l'Allemagne. Au cours d'un entretien entre Angela Merkel et Nicolas Sarkozy, remplaçant le sommet informel prévu à l'origine, Paris et Berlin parviennent à un accord sur la future politique européenne en Méditerranée. L'Union pour la Méditerranée, inscrite dans le cadre du processus de Barcelone, sera créée les 13 et 14 juillet 2008 lors d'un sommet à Paris, elle sera ouverte aux 27 États membres de l'Union européenne.

3.3 Décès à l'âge de 88 ans de l'ancienne présidente du Bundestag Annemarie Renger. Elle avait été députée de 1953 à 1990.

.3 La firme Porsche veut augmenter sa participation au capital de Volkswagen et acquérir plus de 50 % des actions, au lieu de 31 %. L'opération est estimée à dix milliards d'euros. Porsche acquiert par ailleurs

* Chronologie établie par François Talcy, journaliste.

la majorité des actions du fabricant suédois de poids lourds Scania.

5.3 Le conseil des ministres donne son accord pour l'envoi de 180 policiers allemands au Kosovo dans le cadre de la mission Eulex de l'Union européenne, qui envisage d'envoyer 1 829 experts, dont 1 400 policiers, pour aider le nouvel État, indépendant depuis le 17 février 2008, à mettre sur pied des instances juridiques, administratives et douanières proches des structures européennes.

6.3 Dagmar Metzger, députée sociale-démocrate au Landtag de Hesse, déclare ne pas vouloir voter pour la candidate SPD Andrea Ypsilanti si la nouvelle gauche *Die Linke* lui apporte son soutien tacite. Malgré les pressions de son parti de choisir entre respecter les décisions du SPD ou renoncer à son mandat, Dagmar Metzger reste sur ses positions. Le 7 mars, Andrea Ypsilanti renonce finalement à se présenter. Plusieurs personnalités du SPD affichent leurs différences quant aux responsabilités dans cette affaire entre la direction du parti et les instances régionales. De retour d'un congé maladie, le président du SPD Kurt Beck dément le 10 mars ne pas avoir tenu sa parole après les élections régionales de Hesse. Le parti social-démocrate entend laisser à ses fédérations régionales l'entière liberté de choisir leurs alliances, y compris avec *Die Linke*, mais n'entend pas gouverner avec la nouvelle gauche à Berlin.

8.3 Premier chef de gouvernement étranger à être reçu à Moscou au lendemain des élections présidentielles russes, Angela Merkel rencontre le nouveau président élu Dmitri Medvedev ainsi que le président en exercice Vladimir Poutine. Tous soulignent le caractère privilégié des relations bilatérales dans le cadre d'un partenariat stratégique. Quelques sujets de discorde sont évoqués, notamment l'indépendance du Kosovo que Moscou refuse de reconnaître et l'élargissement de l'Alliance atlantique à l'Ukraine et à la Géorgie que la Russie juge inopportun.

8.3 Recevant le vice-premier ministre kenyan Stephen Kalonzo à Berlin, le ministre des Affaires étrangères assure Nairobi du soutien de l'Allemagne après l'accord trouvé entre gouvernement et opposi-

tion et souhaite que le pays parvienne rapidement à son équilibre politique et économique.

10.3 Devant les commandants de la Bundeswehr dans le cadre de leur 41^e conférence annuelle à Berlin, la chancelière justifie les missions de l'armée allemande à l'étranger et rend hommage à la coopération avec le Bundestag dans un esprit positif. Le secrétaire général de l'OTAN Jaap de Hoop Scheffer demande que l'Allemagne renforce son engagement en Afghanistan, en stationnant notamment des troupes dans le sud du pays, ce que Berlin refuse.

11.3 L'Allemagne et les États-Unis veulent procéder, sans autorisation préalable, à un échange de données individuelles dans leurs recherches de terroristes et de criminels. Le ministre de l'Intérieur Wolfgang Schäuble et sa collègue de la Justice Brigitte Zypries signent à Berlin un accord en ce sens avec les secrétaires d'État américains Michael Chertoff et Michael Mukasey.

13.3 Au sommet européen de Bruxelles, le président français Nicolas Sarkozy et la chancelière Angela Merkel présentent leur projet d'Union pour la Méditerranée. Le premier ministre slovène Janez Jansa rejette toute idée d'institution parallèle. Londres, Vienne et Luxembourg partagent son scepticisme.

13.3 Les députés du Bundestag à Berlin examinent en première lecture le nouveau Traité européen de Lisbonne. Le texte a déjà été ratifié par Malte, la Hongrie, la Slovaquie, la France et la Roumanie. Le Bundestag adopte le traité le 24 avril. L'Allemagne procède à la ratification le 23 mai, date de la proclamation (en 1949) de la Loi fondamentale. Seuls les députés de *Die Linke* refusent le texte du Traité remanié l'an dernier à Lisbonne.

15.3 A la suite des émeutes au Tibet, Angela Merkel demande que des négociations soient engagées directement entre le gouvernement chinois et le Dalai Lama. Elle soutient les revendications tibétaines d'autonomie religieuse et culturelle, mais rejette toute velléité d'indépendance.

17.3 Pour le 60^e anniversaire de la fondation de l'État hébreu, l'Allemagne et Israël ouvrent leurs premières consultations bilatérales, en présence de sept ministres allemands. Dans un discours remarqué devant la Knesset, la chancelière rappelle le 18 mars que « *la Shoah remplit de honte les Allemands* » et insiste sur le fait que « *la sécurité d'Israël ne sera jamais négociable* ». C'est la première fois qu'un chef de gouvernement étranger s'adresse au peuple israélien depuis cette tribune, honneur réservé jusqu'ici aux chefs d'État.

18.3 La Cour constitutionnelle impose des restrictions à la loi sur l'archivage des données téléphoniques. Ces données peuvent être conservées pendant six mois, mais ne peuvent être communiquées que dans le cadre de crimes graves (assassinats ou prises d'otages). Ce verdict est valable jusqu'à la décision de la Cour sur la compatibilité de la loi avec la Constitution.

19.3 Le conseil des ministres entérine le projet de Centre de documentation à la mémoire des personnes expulsées et déplacées en Europe après la Seconde Guerre mondiale. Une intense concertation avec le gouvernement polonais a permis de lever les doutes de Varsovie. Plus de 12 millions d'Allemands ont dû quitter les territoires de l'Est du Reich et 1,5 million de Polonais ont été chassés par les Soviétiques après l'annexion de la partie orientale de la Pologne.

21.3 Au lendemain des manifestations au Tibet le ministre des Affaires étrangères Frank-Walter Steinmeier demande à son homologue chinois Yang Jiechi que Pékin s'ouvre à la transparence et au dialogue. Berlin privilégie une solution politique au conflit du Tibet en respectant la volonté des Tibétains de préserver leur culture et celle de la Chine de préserver sa stabilité politique. Le 24 mars, le présidium de la Fédération allemande du sport olympique DOSB se prononce contre un boycottage des Jeux de Pékin. Le lendemain, le gouvernement s'élève également contre une telle mesure. Le 27 mars, en marge de la réunion des ministres européens des Affaires étrangères à Ljubljana en Slovénie, le chef de la diplomatie allemande affirme qu'aucune personnalité allemande de haut rang n'est prévue pour assister aux cérémonies d'ouvertu-

re des Jeux, mais précise qu'il ne s'agit pas d'une mesure de protestation contre la Chine après les événements au Tibet.

23.3 Plusieurs milliers de personnes participent aux traditionnelles marches pascales. A Fretzdorf, dans le Nord du Brandebourg, les manifestants protestent contre l'intention du ministère de la Défense de procéder à des vols militaires à basse altitude avec lâchers de bombes. A Berlin, la manifestation contre la guerre ne réunit que 350 pacifistes. Dans d'autres villes, la contestation vise essentiellement la participation de la Bundeswehr à des missions à l'étranger.

27.3 Le gouvernement régional de Bavière renonce à construire la ligne Transrapid à sustentation magnétique qui devait relier sur 40 kilomètres l'aéroport de Munich au centre de la capitale bavaroise. Les coûts estimés en 2002 à 1,85 milliard d'euros sont estimés désormais à 3,4 milliards. Le Transrapid, mis au point par le groupe ThyssenKrupp, n'a été réalisé qu'à Shangäi.

27.3 Deux soldats de la Bundeswehr sont grièvement blessés dans un attentat commis dans le nord de l'Afghanistan et revendiqué par les Talibans. Les 3 200 soldats allemands stationnés dans le cadre de la mission ISAF des Nations Unies représentent le troisième contingent après ceux des États-Unis et de la Grande-Bretagne. Depuis 2002, 26 soldats de la Bundeswehr ont été victimes d'attentats en Afghanistan.

31.3 Après six années à la tête de l'Institut Goethe à Munich, Jutta Limbach laisse la place à son vice-président Klaus-Dieter Lehmann. L'organisme de Munich compte plus de 130 instituts culturels dans 70 pays. Le ministre des Affaires étrangères rend hommage aux réformes menées ces dernières années au sein de cette institution.

Avril

1.4 Plusieurs lois entrent en vigueur, notamment sur la circulation des armes, la filiation, le génie génétique et les tribunaux du contentieux social. Par ailleurs, la directive européenne sur la protection des frontières est transposée en droit allemand pour mieux lutter contre l'immigration clandestine.

1.4 Nouveau record pour le chômage, qui enregistre en mars les chiffres les plus bas depuis quinze ans, avec 110 000 chômeurs de moins que le mois précédent. Selon l'Agence pour l'Emploi de Nuremberg, le taux de chômage est désormais de 8,4 % (3,5 millions de personnes sans emploi). En mars 2007, ce taux était de 9,9 %.

2.4 Au sommet de l'OTAN à Bucarest (Roumanie), l'Allemagne et la France, rejoints par l'Espagne et les Pays-Bas, se prononcent contre l'adhésion de la Géorgie et de l'Ukraine à l'Alliance soutenue par le président américain George W. Bush. La chancelière estime qu'une telle adhésion, refusée par Moscou, porterait préjudice aux relations déjà tendues avec la Russie. L'Albanie et la Croatie pourront adhérer, la Macédoine devra d'abord régler la question du nom de son État, contesté par la Grèce. Le président Nicolas Sarkozy propose l'envoi de 700 soldats supplémentaires pour lutter contre les milices talibanes dans l'est de l'Afghanistan. Le ministre allemand de la Défense Franz Josef Jung annonce que l'Allemagne va tripler ses efforts dans le domaine de la formation des soldats afghans. Le 4 avril, les 26 États membres reçoivent le président russe Vladimir Poutine, qui critique l'élargissement de l'OTAN vers l'Est, ce que Moscou considère comme une menace pour sa sécurité. Angela Merkel se prononce en faveur d'une coopération plus étroite de l'Alliance avec la Russie.

6.4 Frank-Walter Steinmeier rencontre son homologue polonais Radoslaw Sikorski à Bydgoszcz, dans le nord-ouest de la Pologne, avant de s'entretenir avec le premier ministre Donald Tusk et des étudiants polonais à Varsovie. Le chef de la diplomatie allemande propose l'élaboration d'un manuel d'histoire commun, à l'image du manuel franco-allemand. Une exposition historique commune pourrait être organisée en 2010 pour célébrer le 40^e anniversaire de la visite du chancelier Willy Brandt au mémorial du ghetto de Varsovie.

8.4 Le conseil des ministres décide l'augmentation de 1,1 % des retraites, critiquée par l'opposition et les milieux économiques. Cette augmentation, qui concerne quelque 20 millions de retraités, est deux

fois plus élevée que ce qui avait été prévu et devrait coûter 12 milliards d'euros jusqu'en 2013.

9.4 Le maire de Berlin Klaus Wowereit, plénipotentiaire pour les Affaires culturelles avec la France, et le ministre français de l'Éducation nationale Xavier Darcos présentent le 2^e tome du manuel d'histoire. La présentation du tome français a lieu à la Sorbonne le 23 avril (voir dans ce numéro).

10.4 Le ministre des Finances Peer Steinbrück (SPD) menace quatre de ses collègues du gouvernement de leur retirer leur responsabilité budgétaire s'ils persistent à définir des budgets trop élevés pour 2009 : il s'agit des ministres de l'Économie (CSU), de la Recherche (CDU), de l'Aide au développement (SPD) et des Transports (SPD) qui ont demandé une rallonge de 7,6 milliards d'euros. Le gouvernement veut équilibrer son budget d'ici 2011. Le ministre des Finances reçoit le soutien de la chancelière.

10.4 Jürgen Heraeus, chef d'entreprise à Hanau, est élu à la tête du comité allemand de l'UNICEF. Un scandale financier avait conduit la présidente Heide Simonis, ancienne ministre-présidente du Schleswig-Holstein, à démissionner.

11.4 Dans un discours prononcé à l'université de Harvard, le ministre allemand des Affaires étrangères plaide en faveur d'une relance du partenariat entre l'Europe et les États-Unis. Le lendemain, un accord est conclu visant à fonder un centre de recherche commun avec l'Institut de technologie du Massachusetts (MIT) et l'Institut Fraunhofer pour l'énergie solaire (ISE). Après un entretien entre Condollezza Rice et Frank-Walter Steinmeier, Washington et Berlin demandent à la Chine que les journalistes et les diplomates puissent se rendre au Tibet.

11.4 La majorité des députés du Bundestag se prononcent pour une révision de la loi de 2002 sur l'utilisation des cellules souches, qui fixait au 1^{er} janvier 2002 la date de production et d'utilisation de ces cellules d'embryons humains importées de l'étranger sous contrôle. Désormais, les chercheurs

pourront utiliser des cellules souches produites jusqu'au 1^{er} mai 2007. La nouvelle loi empêche que de nouveaux embryons soient détruits.

12.4 Angela Merkel et le chef du gouvernement norvégien Jens Stoltenberg décident lors d'une visite de la chancière à Oslo d'accroître la coopération bilatérale dans les domaines de l'énergie et du climat. Les chercheurs des deux pays veulent étudier ensemble la possibilité de stocker le dioxyde de carbone dans le sous-sol.

14.4 La direction du parti social-démocrate (SPD) adopte un modèle de privatisation de la *Deutsche Bahn* prévoyant une participation maximum de 24,9 % des investisseurs privés dans le futur holding de transports et de logistique. Le réseau reste à 100 % la propriété de l'État. Le groupe parlementaire chrétien-démocrate accepte le compromis du SPD le 21 avril, tout en préconisant à long terme une privatisation à 49,9 %. La coalition approuve la proposition le 30 avril. L'entrée en bourse devrait rapporter 8 milliards d'euros, dont 5,5 serviront à la modernisation des 34 000 kilomètres du réseau.

14.4 Le président de la République Horst Köhler se rend en Croatie et en Macédoine. En visite à Zagreb, le chef de l'État se dit favorable à l'adhésion de l'Albanie et de tous les États de l'ex-Yougoslavie à l'Union européenne. Son homologue croate Stjepan Mesic assure que son pays ferait tout pour remplir d'ici 2010 les critères d'adhésion.

14.4 Georg Milbradt, ministre-président de Saxe depuis 2002 et président régional du parti chrétien-démocrate depuis 2001, annonce qu'il démissionnera de toutes ses fonctions à la fin du mois de mai. Il propose que son ministre des Finances Stanislaw Tillich lui succède. Le chef du gouvernement régional était au centre de la critique depuis des opérations risquées menées par la Landesbank de Saxe sur le marché hypothécaire américain. La banque a dû être revendue fin 2007 à un établissement financier du Bade-Wurtemberg. Georg Milbradt est également accusé de délit d'initié pour avoir, avec sa femme, investi à crédit dans les fonds de la banque, lorsqu'il était ministre régional des Finances.

14.4 Angela Merkel se rend pour la première fois en Irlande en sa qualité de chancière. Les électeurs irlandais se prononceront le 12 juin par voie référendaire sur le nouveau traité européen. Le premier ministre Bertie Ahern approuve ce traité modifié.

15.4 Le chef de la diplomatie allemande téléphone à son homologue chinois Yang Jiechi pour lui demander que Pékin recherche le dialogue avec le Tibet. Frank-Walter Steinmeier exprime sa compréhension pour les revendications tibétaines en faveur d'une plus grande autonomie culturelle. La ministre allemande de la Recherche Annette Schavan, en visite dans la capitale chinoise dans le cadre de la coopération scientifique et technologique, appelle également au dialogue. A Strasbourg, devant le Conseil de l'Europe, Angela Merkel demande que la Chine respecte les droits de l'homme en marge d'un discours sur les valeurs qui ont permis à l'Europe de se construire. Elle appelle également la Russie à ne pas bloquer la réforme de la Cour européenne des droits de l'homme. La ministre de la Justice Brigitte Zypries et son homologue chinoise Cao Kangtai signent le 22 avril à Munich un accord de coopération visant à aider la Chine à moderniser le système juridique chinois.

16.4 Le parti chrétien-démocrate (CDU) et les Verts de Hambourg se mettent d'accord sur la constitution d'un gouvernement régional de coalition, moins de deux mois après les élections. Le 19 avril à Kassel, le président du parti social-démocrate (SPD) condamne cette coalition qu'il juge hostile à l'industrie et aux intérêts des salariés. Les 400 délégués des Verts réunis en congrès le 27 avril à Hambourg donnent leur accord après plusieurs heures de débats. Le lendemain, ce sont les délégués de la CDU qui apportent leur soutien, qui permet au maire sortant Ole von Beust d'être réélu le 7 mai (*voir dans ce numéro et dans Documents 2007/02*).

20.4 Lors de l'inauguration de la Foire de Hanovre, qui présente cette année le Japon comme partenaire, la chancière insiste sur l'importance de l'économie de marché et invite les entreprises à employer davantage de salariés de plus de 55 ans. L'ancien premier ministre japonais Shinzo Abe

évoque pour sa part la nécessité de réformes structurelles. 5 100 entreprises de 62 pays exposent à Hanovre pendant cinq jours.

23.4 Une large majorité des députés du Parlement européen de Bruxelles adopte les nouvelles règles de passation du marché pour la mise en place du système Galileo sous le contrôle de l'Agence spatiale européenne. L'Union européenne prévoit 3,4 milliards d'euros d'ici 2013 pour les 26 satellites du système de navigation qui doit concurrencer le GPS américain.

23.4 Le présidium du Bundestag décide que le député social-démocrate et ancien ministre de l'Intérieur Otto Schily devra payer une amende de 22 000 euros pour ne pas avoir révélé tous ses revenus comme l'exige la loi.

23.4 Le groupe de contrôle parlementaire demande que des conséquences personnelles soient tirées de l'affaire d'espionnage qui implique les services de renseignements allemands (BND) en Afghanistan. La messagerie d'une journaliste du magazine *Der Spiegel* et du ministre afghan du commerce Amin Farhang a fait l'objet d'observations en 2006 sans que le gouvernement et le parlement en soient informés. Le président du BND Ernst Uhrlau présente ses excuses. Le 26 avril, le ministre des Affaires étrangères exprime à son tour ses regrets en téléphonant à son homologue de Kaboul Rangin Dadfar-Spanta.

23.4 Frank-Walter Steinmeier s'entretient avec le président égyptien Hosni Moubarak et le premier ministre du Qatar Hamad Al-Thani sur le processus de paix au Proche-Orient et sur la situation au Moyen-Orient. Berlin et Le Caire décident de créer un comité de pilotage qui se réunira tous les ans alternativement en Allemagne et en Égypte pour mieux coordonner les relations bilatérales.

24.4 Les députés du Bundestag adoptent à une large majorité d'environ 90 % le traité européen modifié, tout comme l'Autriche et le Danemark.

Seule la nouvelle gauche *Die Linke* refuse ce traité que la chancelière Angela Merkel présente comme un grand progrès sur la voie de l'unification de l'Europe. Plusieurs députés de la gauche et du parti chrétien-social de Bavière (CSU) veulent porter la question devant la Cour constitutionnelle.

27.4 Quelque 2,4 millions de Berlinoïses sont invités à se prononcer par référendum sur l'avenir de l'aéroport de Tempelhof, au cœur de la capitale. 21,7 % seulement des inscrits ont participé à ce vote non contraignant, alors qu'une participation de 25 % était nécessaire. Le bourgmestre de Berlin avait indiqué qu'il ne tiendrait pas compte du résultat. Tempelhof, le plus petit et le plus vieux des aéroports berlinois, sera fermé en octobre 2008 pour permettre la construction du grand aéroport BBI à Schönefeld à l'Est de Berlin.

28.4 **Norbert Lammert et Bernard Accoyer, respectivement présidents du Bundestag à Berlin et de l'Assemblée nationale à Paris, proposent lors de leur réunion annuelle à Dresde d'associer le parlement polonais à la coopération parlementaire franco-allemande à partir de 2010.**

29.4 Wolfgang Wagner, petit-fils du compositeur, annonce son intention d'abandonner ses fonctions de directeur du festival Richard Wagner qu'il assume depuis 57 ans. Berlin et Munich, principaux bailleurs de fonds, acceptent que le festival soit désormais dirigé conjointement par les deux filles de Wolfgang Wagner, Eva et Katharina. La question est débattue depuis plus de dix ans au sein de la famille Wagner. Katharina, actuellement conseillère artistique du festival d'Aix-en-Provence, n'avait pas la faveur de son père lequel aurait préféré sa seconde épouse Gudrun, décédée en 2007. Eva est la fille d'un premier mariage.

30.4 Le chômage en avril enregistre une baisse de 94 000 personnes par rapport au mois précédent et de 563 000 par rapport au mois d'avril 2007. Le taux de chômage est de 8,1 %.